

No 15, janvier 2001

Sommaire

Quatrième conférence européenne
d'évaluation

Assemblée générale

Die Vorstandsmitglieder / Les membres du
comité

Beiträge für "LeGes -
Gesetzgebung & Evaluation" erwünscht

Jahrestagung der SEVAL
"Welche Evaluationskultur braucht die Eid-
genossenschaft?"

Congrès annuel de la SEVAL
"Quelle culture d'évaluation pour
la Suisse?"

Gemeinsamer Kongress der SAGW,
des SPP Zukunft Schweiz und der SEVAL

Congrès organisé par la SEVAL
en collaboration avec l'ASSH et le PPR
"Demain la Suisse"

Offre d'emploi / Stelleninserat

Les groupes de travail de la SEVAL /
die Arbeitsgruppen der SEVAL

Neuerscheinungen zur Evaluation

Editorial

SEVAL in einer neuen Phase

Mit der Generalversammlung vom 13. Oktober 2000 hat die SEVAL ihre Gründungsphase abgeschlossen:

- In den vergangenen knapp fünf Jahren ist sie von einer Idee zu einer Organisation mit über 200 Mitgliedern aus Verwaltung, Wissenschaft und Privatwirtschaft gewachsen.
- Die SEVAL und ihre Mitglieder haben mit dazu beigetragen, dass eine Evaluationsklausel in der schweizerischen Bundesverfassung verankert wurde.
- Und schliesslich ist es der SEVAL gemeinsam mit der European Evaluation Society gelungen, in Lausanne einen erfolgreichen Kongress mit mehr als 300 Beteiligten zu organisieren.

Zu diesem Erfolg hat unser Gründungspräsident, Werner Bussmann, ganz erheblich beigetragen. Ich möchte ihm dafür herzlich danken. Natürlich fällt es mir leicht, das Präsidium dieser erfolgreichen Gesellschaft zu übernehmen. Allerdings stellt die Aufgabe auch eine Herausforderung dar: Erfolg verpflichtet!

Welche Schwerpunkte möchte ich in den kommenden Jahren setzen?

Die American Evaluation Association hat die "Förderung der Evaluation als Beruf" zu einem ihrer Hauptziele erklärt. Auf diese Zielsetzung sollte sich auch die SEVAL in den kommenden Jahren konzentrieren. Dies bedeutet in meinen Augen verstärkte Aktivitäten in drei Bereichen:

Erstens bin ich der Ansicht, dass die Aus- und Weiterbildungsangebote in Evaluation in- und ausserhalb der Universitäten verstärkt werden müssen. Längerfristig stelle ich mir vor, dass an mindestens einer schweizerischen Universität im Rahmen des politikwissenschaftlichen Studiums der Schwerpunkt "Evaluation" abgeschlossen werden kann. Mittelfristig halte ich es für notwendig, in der Deutsch- und der Westschweiz ein Nachdiplomstudium in Evaluation anzubieten. Erste Schritte in diese Richtung wurden bereits unternommen. Neben dem Kurs, den Katja Horber bereits seit mehreren Jahren am IDHEAP durchführt, wird die Koordinationsstelle für Weiterbildung der Universität Bern voraussichtlich schon diesen Herbst den ersten Zertifikatskurs für Evaluatoreninnen und Evaluatoren starten. Ergänzend dazu muss die Übersicht über die Angebote auch zuhanden der Mitglieder der SEVAL verbessert werden. Eines der kommenden Bulletins wird diesem Schwerpunkt gewidmet sein.

Zweitens gehören in meinen Augen auch die Institutionalisierung und die Qualitätssicherung zur Professionalisierung. Die SEVAL-Standards stellen dabei einen sehr wichtigen Anfang dar. Sie müssen nun praxisbezogen umgesetzt und gelebt werden. Dazu ist es notwendig, dass in den öffentlichen Verwaltungen Evaluationen nicht mehr nach Gutdünken durchgeführt werden können – oder eben nicht. Die Wirkungsanalyse braucht eine stabile institutionelle Basis, um qualitativ hochstehend zu sein. Zu diesem Zweck wird sich die SEVAL in die Diskussion um die Umsetzung von Artikel 170 der Bundesverfassung einbringen. Unsere Jahrestagung 2001, welche am 4. Mai 2001 in Olten durchgeführt wird, konzentriert sich auf dieses Thema.

Drittens muss die Evaluation auch in der Öffentlichkeit intensiver diskutiert werden. Nur so wird es gelingen, junge Leute für unser Arbeitsgebiet zu motivieren. Nur so wird die notwendige Institutionalisierung der Evaluation möglich werden. Mit den verschiedenen Presseberichten zur EES-Tagung in Lausanne wurde ein Anfang in dieser Richtung gemacht. Weitere Anstrengungen sind jedoch notwendig. Es ist vorgesehen, dass sich in Zukunft ein Vorstandsmitglied speziell um die Öffentlichkeitarbeit kümmert.

Ich werde mich zusammen mit meinen Vorstandskolleginnen und –kollegen mit Freude für diese Anliegen einsetzen.

Dr. Andreas Balthasar
Präsident der SEVAL

Quatrième conférence européenne d'évaluation

Du 12 au 14 octobre, Lausanne a eu le privilège de devenir la capitale européenne de l'évaluation des politiques publiques. La Société européenne d'évaluation organisait en effet, avec l'appui de la Société suisse d'évaluation (SEVAL) et de l'IDHEAP, sa quatrième conférence européenne à l'EPFL.

Outre sa dimension scientifique, ce congrès a constitué une plate-forme d'échange entre plus de trois cents évaluateurs provenant du monde entier. Le fait qu'il se déroule en Suisse a permis à une cinquantaine d'évaluateurs helvétiques de confronter leur vision et leur expérience de l'évaluation avec d'éminents spécialistes de la discipline.

Cette conférence a initié une réflexion globale sur les défis que l'évaluation devra relever durant ces prochaines années. Douze thèmes ont fait l'objet de sessions parallèles. La palette des thématiques abordées allait des audits à l'institutionnalisation de l'évaluation, en passant par des questions méthodologiques, ou encore par les développements internationaux de l'évaluation.

Des intervenants de choix

Plusieurs figures marquantes de l'évaluation des politiques publiques ont enrichi la conférence de leurs réflexions. Le professeur Michael Q. Patton, de l'Institut d'évaluation de Minneapolis, a exposé sa vision d'une Evaluation au service d'un renforcement de la démocratie. Carol C. Fitz-Gibbon, directeur du centre d'évaluation et de management de Durham, s'est interrogée sur les opportunités offertes par les indicateurs pour améliorer le management du secteur public. Enfin, Robert Picciotto, directeur général de la division évaluation de la Banque mondiale, a analysé les interactions entre économie et évaluation.

Présence marquée de la Suisse

De nombreuses contributions d'évaluateurs helvétiques ont été présentées lors des sessions parallèles. La conférence a été marquée par les interventions en plénière de l'ancien président de la SEVAL Werner Bussmann et du professeur Peter Knoepfel, qui ont fait état de la place et du rôle de l'évaluation en Suisse.

La société civile

La conférence a accordé une attention toute particulière à l'importance nouvelle que revêt la société civile pour l'évaluation des politiques publiques. Dans toute l'Europe, les Etats misent davantage sur des communautés, des associations et d'autres émanations de la société civile pour s'acquitter de tâches que l'Etat Providence ne semble plus capable d'assumer.

Dans ce contexte, le congrès a articulé sa réflexion autour de deux axes majeurs:

- D'une part, il a tenté de déterminer, face à la difficulté de définir la notion de société civile, à quels acteurs exactement s'adressent les évaluations qui lui sont destinées.
- Le congrès s'est, d'autre part, interrogé sur le rôle de l'évaluateur dans une démarche orientée vers les citoyens. Il a abouti à la conclusion que l'évaluateur ne peut plus intervenir uniquement comme un méthodologue doté d'une expertise scientifique, mais doit devenir un acteur impliqué sur le terrain, qui assume un rôle de manager, de médiateur et de négociateur. Autant de défis que, tout au long du congrès, beaucoup d'évaluateurs helvétiques ont affirmé avoir déjà relevé.

Prof. Katia Horber-Papazian, IDHEAP
Membre du comité de l'EES

Assemblée générale

Procès-verbal de l'assemblée générale de la société suisse d'évaluation, Lausanne, le 13 octobre 2000

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé.

2. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 23 avril à Zurich

Le procès-verbal est approuvé.

3. Rapport de gestion du comité

Les groupes de travail sont dynamiques:

- Le groupe consacré à *la réforme de l'administration* dirigé par Theo Haldemann continue son travail. Il se concentre actuellement sur l'évaluation des réformes administratives de cinq cantons (AG, LU, SO, ZH et VS).
- Le groupe *standards d'évaluation* qui est placé sous la responsabilité de Thomas Widmer a réalisé un travail considérable, il met la dernière main au document présentant les normes de la SEVAL avant qu'il soit présenté au printemps 2001, à l'assemblée générale, pour approbation.
- Un groupe consacré à *l'évaluation dans le domaine de la formation* a été créé sur l'initiative de Charles Landert. 7 personnes, toutes alémaniques, y participent. Un appel sera lancé afin que toutes les parties linguistiques y soient représentées.
- Le groupe consacré à *la formation en évaluation* est en train de se constituer, des pistes sont actuellement explorées pour la mise sur pied d'un projet commun de formation, du type "summer school", avec l'European Evaluation Society (EES).

Les objectifs du comité pour l'année 2000 ont été, en très grande partie, réalisés. La SEVAL a maintenant sa propre Home Page, le Congrès de l'EES à Lausanne est une réussite, la journée d'étude annuelle consacrée aux standards d'évaluation a été un succès. La collaboration avec la revue LeGes s'est intensifiée au point que son nouveau nom est maintenant Législation et Evaluation. En quatre ans la Société suisse d'évaluation est devenue une association importante regroupant plus de 200 membres et très bien implantée dans son domaine.

4. Election du nouveau comité

Les membres suivants du comité ont donné leur démission: Werner Bussmann (président), Marc Maugué (secrétaire) et Jean-Daniel Delley.

Les autres membres du comité, Andreas Balthasar, Katia Horber-Papazian, Marlène Läubli-Loud, Charles Landert, Emmanuel Sangra et Thomas Widmer, se mettent à disposition pour une réélection. Se présentent pour remplacer les démissionnaires: Kurt Grüter, Christine Rothmayr et Adrian Vatter. Une présentation de chacun des nouveaux membres sera faite dans le Bulletin n° 15. Werner Bussmann propose que le nouveau comité soit réélu en bloc avec les fonctions suivantes:

Andréas Balthasar président,
Christine Rothmayr secrétaire et
Emmanuel Sangra trésorier.

Le nouveau comité est élu à l'unanimité.

Andreas Balthasar prend la parole en remerciant Werner Bussmann pour tout le travail accompli. Il souligne qu'il prend la présidence d'une société dynamique, pleine de projets et saine financièrement.

Les deux nouveaux contrôleurs des comptes Christophe Kellerhals et Rhéa Beltrami sont élus à l'unanimité.

6. Changement de statuts

Le comité propose à l'assemblée générale la modification suivante:

Art. 3: Affiliation, alinéa 4 (nouveau)

L'assemblée générale peut nommer en tant que membre d'honneur des personnes qui ont rendu des services éminents à la société.

Le comité propose de nommer Dr. Werner Bussmann, président démissionnaire de la SEVAL, en tant que membre d'honneur.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

7. Standards

L'assemblée générale a décidé de remettre l'approbation des standards d'évaluation à l'assemblée générale du printemps 2001.

Marc Maugué, 1.12.00

5. Bilan 1999 et budget 2000

EXPLOITATION

DEPENSES		PRODUITS	
Congrès annuel (Zurich)	4'592.20	Congrès annuel (Zurich)	5'380.00
Bulletins SEVAL	2'545.10	Cotisations 1999-2000	13'720.00
Congrès EES (Lausanne)	1'005.30	Cotisations 1998-1999	1'450.00
Groupes de travail	2'737.00	Dons, sponsoring	500.00
Internet + informatique	6'469.25	Impôt anticipé récupéré	146.15
Logo + impression	4'934.80	Intérêts bancaires	195.45
Panorama	301.50	SOUS-TOTAL	21'391.60
Impôt anticipé	60.50	Excédents de dépenses	1'333.25
Frais bancaires	79.20		
TOTAL	22'724.85	TOTAL	22'724.85

BILAN

ACTIF		PASSIF	
Compte CS	33'812.95	Caisse (trésorier)	18.85
Caisse (secrétaire)	130.80	Capital au 31.12.98	35'258.15
Excédents de dépenses (1.1-31.12.99)	1'333.25		
TOTAL	35'277.00	TOTAL	35'277.00

SEVAL - BUDGET 2000 (prévision au 29.8.00)

	Budget 2000	Comptes 1999
PRODUITS		
Cotisations (Fr. 100.- / Fr. 50.-)	17'000.00	15'170.00
Panorama des évaluateurs (Fr. 100.-)	-	-
Forum standards SEVAL (Berne)	5'000.00	-
Congrès et assemblée générale	-	5'380.00
Autres revenus (dons, publications, etc.):	300.00	841.60
TOTAL	22'300.00	21'391.60

DEPENSES

Forum standards SEVAL (Berne)	10'000.00	-
Congrès et assemblée générale	-	4'592.20
Bulletin SEVAL (impressions et envois)	5'000.00	2'545.10
Bulletin SEVAL (amélioration)	-	4'934.80
Panorama des évaluateurs (élaboration)	5'000.00	301.50
Site INTERNET	2'500.00	6'469.25
Travaux de groupe (frais+traduction)	4'500.00	2'737.00
Comité	300.00	-
Frais divers	600.00	139.70
Frais congrès EES (Lausanne)	20'000.00	1'005.30
TOTAL	47'900.00	22'724.85

Compte CS au 31.12.1999	33'812.95
Manco selon budget 2000	-25'600.00
Solde prévu au 1.1.2001	8'212.95

Le manco est dû, en très grande partie, au repas offert par la SEVAL dans le cadre du congrès de l'EES à Lausanne. Les comptes 1999 et le budget 2000 sont acceptés par l'assemblée générale.

Die Vorstandsmitglieder / Les membres du comité

Dr. rer. pol. **Andreas Balthasar** ist Institutsleiter und Gründer des Instituts für Politikstudien Interface. Als externer Experte ist er verantwortlich für die Evaluation des Aktionsprogramms Energie 2000. Dem Bundesamt für Sozialversicherungen steht er bei der Evaluation des Krankenversicherungsgesetzes KVG beratend zur Seite. Neben der Evaluationsberatung und der Durchführung von Evaluationen bildet die Forschung in den Bereichen Energie- und Technologiepolitik den Schwerpunkt seiner Tätigkeit. Seit 1987 übt er einen Lehrauftrag am Institut für Politikwissenschaft der Universität Bern zum Thema Evaluation politischer Massnahmen aus. Zudem unterrichtet er dieselbe Thematik regelmässig an der Koordinationsstelle für Weiterbildung der Universität Bern. Andreas Balthasar ist Gründungsvorstandsmitglied der SEVAL. Er lebt mit seiner Frau und seinen zwei kleinen Kindern in Luzern.

Kurt Grüter ist seit Oktober 1998 Direktor der Eidg. Finanzkontrolle, dem obersten Finanzaufsichtsorgan des Bundes mit rund 90 Mitarbeitenden. Nach Abschluss seines Wirtschaftsstudiums und zweijähriger Assistenz an der Hochschule St. Gallen (1973) arbeitete er zunächst für die Finanzdirektion der PTT-Betriebe (Controlling, betriebliches Rechnungswesen und Unternehmensplanung) von wo er Mitte 1978 ins Bundesamt für Konjunkturfragen (wirtschaftspolitische Grundsatzfragen, Impuls- und Ankurbelungsprogramme) wechselte. Die Tätigkeit in der Eidg. Finanzverwaltung nahm er 1987 auf. Seine gegenwärtigen Arbeitsbereiche umfassen zahlreiche "Baustellen des Bundes" wie etwa Finanzordnung, ökologische Steuerreform, Regierungs- und Verwaltungsreform, neuer Finanzausgleich, Sanierungsprogramme sowie Finanzierungsfragen des AlpTransit und der verselbstständigten Bundesunternehmen PTT und SBB. Kurt Grüter ist verheiratet und Vater von zwei Töchtern und einem Sohn.

Depuis 1990, **Katia Horber-Papazian** est professeure de politique locale et d'évaluation des politiques publiques à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) à Lausanne. Elle mène actuellement des recherches et des mandats dans les domaines du fédéralisme d'exécution, des politiques à incidence spatiales, des restructurations institutionnelles, des processus de décision, du pilotage et de l'évaluation des politiques publiques. Elle est membre de la Commission externe d'évaluation des politiques publiques du canton de Genève (CEPP) et membre du comité de l'Association européenne d'évaluation (EES). Auparavant, elle a été collaboratrice scientifique à la Communauté d'étude

pour l'aménagement du territoire (CEAT) à Lausanne de 1980 à 1990, chargée de cours en aménagement du territoire à l'Institut de Géographie de l'Université de Neuchâtel de 1988 à 1989, et chargée d'enseignement en évaluation des politiques publiques au Département de science politique de l'Université de Genève de 1993 à 1996.

Charles Landert, lic. phil. I, studierte Sozialpsychologie und Pädagogik an der Universität Zürich. Er ist Mitinhaber von Landert Farago Davatz & Partner (Sozialforschung, Evaluation, Konzepte). Seine Forschungs- und Beratungsschwerpunkte umfassen unter anderem folgende Bereiche: Bildungsforschung und -evaluation, Weiterbildung, Unterstützung von Selbstevaluation und Qualitätssicherung, Gesundheitsförderung, Kirche und Staat. Charles Landert ist Mitglied der Arbeitsgruppen Standards und Evaluation im Bildungsbereich.

Depuis février 1993 **Marlène Läubli Loud** est cheffe du service d'évaluation de l'Office Fédéral de la Santé Publique. Ce service est responsable pour la qualité scientifique de toutes les évaluations externes, la soumission des contrats et le processus de sélection ainsi que le management des contrats concernant les évaluations externes. Née en Nouvelle Zélande, Marlène Läubli Loud a déménagé en Suisse en 1968. Elle a ensuite vécu et travaillé à Alger pendant 5 ans avant d'aller à Londres où elle a obtenu un BA (Hons) en "integrated social sciences" et un doctorat en "applied evaluation in education". Entre 1981 et 1991 elle a conduit sa propre agence de conseil en Angleterre. Cette agence était spécialisée dans l'évaluation de programmes novateurs dans les domaines de l'éducation et de l'éducation sanitaire. En 1991 Marlène Läubli Loud a monté à Perugia, en Italie, un projet s'occupant de la collecte de données sur le statut des projets de recherche européens dans la pratique générale. En 1993 elle est retournée en Suisse où elle vit actuellement avec sa famille dans le canton de Fribourg.

Dr **Christine Rothmayr** est maître assistante au Département de science politique à l'Université de Genève et coordinatrice scientifique du Laboratoire de recherches sociales et politiques appliquées (resop), unité de recherche qui s'engage entre autre au domaine d'évaluation. Elle a étudié la science politique, l'histoire et la philosophie à l'Université de Zurich (lic. phil. en 1994). Ensuite elle a été assistante et chargée d'enseignement au Département de science politique à l'Université de Zurich. Après avoir passé un an de recherche à l'Université de Californie à Berkeley, elle a obtenu son doctorat (Dr. phil.) à l'Université de Zurich en 1999. Ses domaines

Beiträge für "LeGes - Gesetzgebung & Evaluation" erwünscht

de recherche et d'enseignement englobent la politique comparée, en particulier le rôle du pouvoir judiciaire dans la politique publique ("judicial impact", "judicialization"), l'analyse des politiques publiques (avec un intérêt particulier pour le secteur de la "Biomedicine"), ainsi que l'évaluation des politiques publiques.

Depuis cinq ans, **Emmanuel Sangra**, licencié en droit et MPA (IDHEAP), est secrétaire de la commission externe d'évaluation des politiques publiques à Genève (<http://www.geneve.ch/cepp>). Auparavant, pendant 5 ans, il a été évaluateur à l'organe parlementaire de contrôle de l'administration à Berne et pendant 4 ans consultant en organisation et en marketing dans un bureau privé à Lausanne. Il a publié différents rapports d'évaluation, notamment dans les domaines suivants: déductions fiscales, relations entre l'Etat et le contribuable, chômeurs en fin de droit, politique sociale du logement, subsides en matière d'assurance-maladie, prévoyance professionnelle, subventions aux écoles de musique, promotion des transports publics, routes nationales, législation extra-parlementaire, mise en œuvre des politiques fédérales par les cantons, campagnes d'information au public.

Dr. **Adrian Vatter** studierte Nationalökonomie und Politikwissenschaft an der Universität Bern, wo er 1993 doktorierte (Dr. rer. pol. in Bern). Anschliessend bildete er sich während eines einjährigen Post Doc an der University of California at Los Angeles weiter und gründet 1994 sein eigenes Büro für Politikforschung & -beratung in Bern. Seit 1996 ist er auch Oberassistent am Institut für Politikwissenschaft der Universität Bern und Lehrbeauftragter an den Universitäten Bern und Basel. Zu seinen Schwerpunkten zählen die schweizerische Innenpolitik, direkte Demokratie, Föderalismus, Konkordanz sowie Vollzugs- und Evaluationsfragen.

Dr. **Thomas Widmer** ist Oberassistent und Leiter des Forschungsbereichs "Policy-Analyse und Evaluation" am Institut für Politikwissenschaft der Universität Zürich und Lehrbeauftragter an der Philosophischen Fakultät der Universität Zürich. Seine Tätigkeitsbereiche umfassen neben der Lehre die Leitung verschiedener Evaluations- und Forschungsprojekte, Beratungs- und Gutachtertätigkeit sowie die Leitung der Arbeitsgruppe Evaluationsstandards der SEVAL. Seine Arbeitsschwerpunkte beinhalten Evaluationstheorie und -methodik, sowie Policy-Analysen in diversen Politikfeldern. Ein besonderer Schwerpunkt seiner Forschung liegt im Bereich der Evaluationsqualität und Meta-Evaluation, mit der sich auch sein Dissertation an der Universität Zürich auseinandersetzt.

Die Zeitschrift LeGes fördert seit über zehn Jahren den Dialog zwischen Wissenschaft und Praxis über die Qualität der Gesetzgebung. Seit einigen Jahren ist LeGes auch das offizielle Organ der SEVAL, was neuerdings im Titel "LeGes - Gesetzgebung & Evaluation" zum Ausdruck kommt. Die Zeitschrift LeGes stellt ein wichtiges Diskussionsforum für die schweizerische Evaluation dar und wird allen Mitgliedern der SEVAL unentgeltlich zugestellt. Damit LeGes weiterhin kompetent über die neuesten Entwicklungen der Evaluationsforschung und -praxis in der Schweiz berichten kann, ist LeGes auf Beiträge der SEVAL-Mitglieder angewiesen. Der SEVAL-Vorstand fordert deshalb ihre Mitglieder auf, wissenschaftliche Artikel, Werkstattberichte aus der Praxis oder Rezensionen zu neuen Buchpublikationen der LeGes-Redaktion zur Veröffentlichung zu unterbreiten. Interessierte senden ihre Beiträge an Adrian Vatter, Politikforschung & -beratung, Gerberngasse 27, 3011 Bern, vatter.politik@spectraweb.ch oder an LeGes, Schweizerische Bundeskanzlei, Zentrale Sprachdienste, Deutsche Sektion, Gurtengasse 4, 3003 Bern, zsd-d2bk.admin.ch.

Ankündigung: Jahrestagung der SEVAL "Welche Evaluationskultur braucht die Eidgenossenschaft?"

Jahrestagung der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft zum Stand der Umsetzung von Artikel 170 der Bundesverwaltung

Datum und Zeit: 4. Mai 2001, 9.30 bis 16.30 Uhr

Ort: Tagungshotel Arte in Olten

Artikel 170 der neuen Bundesverfassung verlangt, dass die Bundesversammlung dafür sorgt, dass die Massnahmen des Bundes auf ihre Wirksamkeit hin überprüft werden. Wie diesem Auftrag nachgekommen werden soll, ist noch offen: Welche Art von Wirkungsanalysen sollen durchgeführt werden? Wie sollen die Verantwortlichkeiten geregelt werden? Wer soll die Untersuchungen durchführen? Wie intensiv soll die Mitwirkung der betroffenen Bundesämter sein? Diese und ähnliche Fragen werden mit Vertreterinnen und Vertretern parlamentarischer Gremien, der Bundesverwaltung sowie verwaltungsexternen Evaluatorinnen und Evaluatoren diskutiert.

Kosten inkl. Kaffee und Mittagessen: 150.- für Mitglieder, 200.- Fr. für Nicht-Mitglieder und 80.- Fr. für Studierende. Das Tagungsprogramm findet sich ab Ende Januar 2001 auf der Homepage der SEVAL.

Annonce: Congrès annuel de la SEVAL "Quelle culture d'évaluation pour la Suisse?"

Congrès annuel de la Société suisse d'évaluation sur l'état des travaux dans la réalisation de l'article 170 de la constitution fédérale

Date et heure: le 4 mai 2001, de 9.30h à 16.30h

Lieu: Hôtel de Congrès Arte, Olten

L'article 170 de la constitution fédérale demande à l'Assemblée fédérale de veiller à ce que l'efficacité des mesures prises par la Confédération fasse l'objet d'une évaluation. Il reste encore à décider comment cette mission sera réalisée: Quelles types d'analyses d'efficacité faut-il adapter? Comment les responsabilités devront-elles être distribuées? Qui sera chargé de mener la recherche? Dans quelle mesure les offices fédéraux seront-ils impliqués dans l'élaboration de ces analyses d'efficacité? Des interpellants parlementaires et administratifs ainsi que des évaluatrices et évaluateurs externes à l'administration publique discuteront ce type de question à l'occasion du congrès annuel.

Les frais d'inscription, y compris café et déjeuner, sont: 150.- membres, 200.- non-membres et 80.- étudiants.

Le programme détaillé sera disponible sur le site web de la SEVAL fin janvier.

Gemeinsamer Kongress der SAGW, des SPP Zukunft Schweiz und der SEVAL

Die SEVAL organisiert in Zusammenarbeit mit der Schweizerischen Akademie für der Geistes- und Sozialwissenschaften (SAGW) und dem Schwerpunktprogramm (SPP) "Zukunft Schweiz" des Schweiz. Nationalfonds (SNF) eine Tagung mit dem Titel: "Welche Qualität in den Sozialwissenschaften? Ansätze, Perspektiven und Erfahrungen". In Referaten, Workshops und in einer Podiumsdiskussion werden im Rahmen dieser Veranstaltung Fragen rund um die Qualität und die Qualitätsbewertung in den Sozialwissenschaften thematisiert. Für die Evaluation sind diese beiden Themen gleichermaßen von hohem Interesse.

Zeit: Mittwoch, 16. Mai 2001, 14.00 Uhr bis Donnerstag, 17. Mai 2001, 17.00 Uhr

Ort: Uptown Gurten, Bern

Die Mitglieder der SEVAL erhalten zu gegebener Zeit automatisch detaillierte Informationen zur Veranstaltung sowie die Anmeldeunterlagen. Seitens der SEVAL zeichnet Thomas Widmer vom Institut für Politikwissenschaft der Universität Zürich für die Veranstaltung verantwortlich.

Congrès organisé par la SEVAL en collaboration avec l'ASSH et le PPR " Demain la Suisse "

En collaboration avec l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH) et le Programme prioritaire de recherche "Demain la Suisse", la SEVAL organise un congrès intitulé "Quelle qualité pour les sciences sociales? Approches, pistes de réflexions et expériences". Différents aspects et problèmes concernant la qualité dans les sciences sociales ainsi que leur évaluation seront abordés à travers de conférences, de groupes de travail et d'un débat public. Il s'agit donc de deux thèmes d'une grande pertinence et importance pour le domaine d'évaluation en général.

Date: mercredi, le 16 mai 2001, 14.00h

à jeudi, 17 mai 2001, 17.00h

Lieu: Uptown Gurten, Berne

Les membres de la SEVAL recevront par courrier les informations détaillées ainsi que le formulaire d'inscription. Monsieur Thomas Widmer est responsable pour l'organisation du coté de la SEVAL.

Offre d'emploi / Stelleninserat



Contrôle fédérale des finances
Eidgenössische Finanzkontrolle

Nous sommes l'organe suprême de surveillance financière de la Confédération. A ce titre nous assistons le Parlement et le Conseil fédéral dans l'exercice de leurs compétences et devoirs de surveillance.

Nous exerçons cette activité auprès des offices fédéraux, d'organisations internationales, d'institutions chargées de tâches publiques, ainsi que des bénéficiaires de subventions.

Pour renforcer notre centre de compétences "examens de rentabilité", nous cherchons deux

évaluateurs / évaluatrices

sachant faire preuve d'initiative et de créativité. Ces personnes seront appelées à effectuer des évaluations selon les critères de la rentabilité et de l'efficacité, à dispenser des conseils méthodologiques, à entretenir des contacts avec les milieux professionnels de l'évaluation et à veiller au respect des standards de qualité dans ce domaine.

Ces postes exigeants s'adressent à des personnalités disposant d'un diplôme universitaire, efficaces en matière de communication et d'analyses complexes, et intéressées par les finances fédérales. Des connaissances des méthodes d'évaluation sont également indispensables.

Nous encourageons vivement les candidatures féminines. Un emploi à temps partiel est possible.

Nous nous réjouissons de recevoir votre candidature et nous tenons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Valérie Eggimann, tél. 031.323.10.14).

Eidg. Finanzkontrolle,
Personaldienst,
Monbijoustrasse 51a,
3003 Bern
www.efk.admin.ch

Wir sind das oberste Finanzaufsichtsorgan des Bundes. Wir unterstützen Parlament und Bundesrat bei der Wahrnehmung ihrer Kompetenzen und Aufsichtspflichten.

Wir üben die Finanzaufsicht aus bei Dienststellen des Bundes, bei internationalen Organisationen, bei Subventionsempfängern und Institutionen mit öffentlichen Aufgaben.

Zur Ergänzung unseres Teams "Wirtschaftlichkeitsprüfungen" suchen wir zwei initiative und kreative

Evaluatoren / Evaluatorinnen

Sie führen Evaluationen durch nach den Kriterien der Wirtschaftlichkeit und der Wirksamkeit, beraten die Linie in methodischen Fragen, pflegen Kontakte zu externen Spezialisten und sorgen für die Einhaltung der Qualitätsstandards.

Für diese interessante und ausbaufähige Tätigkeit werden Hochschulabschluss, die Fähigkeit zur Kommunikation und zum Erkennen der vielfältigen Zusammenhänge sowie ein ausgeprägtes Interesse für Fragen der Bundesfinanzen vorausgesetzt. Unerlässlich sind ferner Kenntnisse der Methodik der Evaluation.

Bewerbungen von Frauen sind besonders erwünscht. Teilzeitarbeit ist möglich. Wir freuen uns auf Ihre Bewerbung und stehen Ihnen für ergänzende Auskünfte gerne zur Verfügung (Valérie Eggimann, Tel. 031 / 323 10 14).

Eidg. Finanzkontrolle,
Personaldienst,
Monbijoustrasse 51a,
3003 Bern
www.efk.admin.ch

Les groupes de travail de la SEVAL / die Arbeitsgruppen der SEVAL

Groupe de travail "Formation en évaluation"

Ayant récemment élaboré ses propres standards d'évaluation dans le cadre d'un groupe de travail présidé par M. Thomas Widmer, la SEVAL recommande leur application dans la conduite de tout projet d'évaluation. L'utilisation de ces "standards" demande des compétences majeures en évaluation. L'augmentation du niveau de formation des évaluateurs et de leurs mandants constitue donc une condition fondamentale pour leur mise en œuvre en Suisse. Le groupe de travail "formation en évaluation" a été mis sur pied pour examiner le rôle de la SEVAL dans la promotion de la formation en évaluation et développer un plan d'action.

On peut obtenir de plus amples informations sur le programme auprès de:

Marlène Läubli Loud, Centre de compétences en évaluation, Office fédéral de la santé publique,

Case postale, 3003 Berne,

tél: +41 31 323 87 61, fax: +41 31 323 88 05,

Email: marlene.laeubli@bag.admin.ch.

Arbeitsgruppe Verwaltungsreform

Die Arbeitsgruppe führt Sitzungen und Tagungen zum Thema Evaluation von Verwaltungsreformen bzw. zum Einsatz von Evaluationen zur Steuerung von Verwaltungsreformen durch. Im Vordergrund steht dieses Jahr die Vorstellung der methodischen Erkenntnisse und der inhaltlichen Ergebnisse aus der vergleichenden Evaluation der fünf NPM/WOV-Reformprojekte in den Kantonen AG, LU, SO, VS und ZH, welche Stefan Rieder und Peter Farago durchgeführt haben.

Nähere Informationen sind erhältlich bei:

Theo Haldemann, Privatadresse: Marthastrasse 141,

CH-8003 Zürich, Tel/Fax +41 1 451 37 52,

E-mail: theo.haldemann@cyberlink.ch;

Geschäftsadresse: Finanzverwaltung der Stadt Zürich,

Stadthausquai 17, Postfach, CH-8022 Zürich,

Tel +41 1 216 32 30, Fax +41 1 216 32 96,

E-mail Geschäft: theo.haldemann@fvw.stzh.ch.

Arbeitsgruppe Evaluation im Bildungsbereich

Die im Spätsommer 2000 neu gegründete Arbeitsgruppe Evaluation im Bildungsbereich befasst sich mit Fragestellungen rund um Evaluationen im Bildungswesen. Sie trifft sich Ende Januar zur ersten Sitzung. Datum und Ort können Anfang Jahr auf der SEVAL-Homepage abgerufen werden.

Nähere Informationen sind erhältlich bei:

Charles Landert, Landert Farago Davatz & Partner,

Grossmünsterplatz 6, 8001 Zürich,

Tel. 01 265 39 90, clandert@access.ch.

ERFA Gruppe "Methodik in der Evaluationspraxis"

In der Evaluationspraxis besteht Bedarf nach Erfahrungsaustausch über methodische Fragen und Probleme (z.B. Methoden zur Selbstevaluation, qualitative Methoden, Wirtschaftlichkeit). Die interdisziplinär zusammengesetzte ERFA Gruppe hat sich zum Ziel gesetzt, solche Fragen an möglichst konkreten und interessanten Beispielen aus der Praxis ("case studies") zu diskutieren und damit den Mitgliedern der Gruppe Anregungen für ihre eigene Arbeit zu vermitteln. Nähere Informationen über das Programm sind erhältlich bei:

Werner Wicki, Hochschule für Sozialarbeit (HSA),

Falkenplatz 24, 3012 Bern, Tel. 031 302 60 24,

E-mail werner.wicki@hsa.bfh.ch oder bei:

Pierre Walther, EPM Walther Consultants,

Burgernzielweg 12, 3006 Bern, Tel. 031 352 01 27,

E-mail: pwalther@dial.eunet.ch.

Nächster Termin (HSA Bern, 9.3.01, 14.30-16.30 Uhr):

Methoden zur Beurteilung der Wirtschaftlichkeit von Programmen und Projekten.

Arbeitsgruppe Evaluationsstandards der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft

Nach eingehender Diskussion verschiedener Instrumente zur Qualitätssicherung im Evaluationsbereich befasst sich die Arbeitsgruppe seit einiger Zeit mit der Formulierung von Evaluationsstandards für die schweizerische Evaluationspraxis. Nachdem eine erste Fassung an der SEVAL-Jahrestagung im Frühling 1999 vorgelegt (siehe www.seval.ch, Rubrik "Standards") und im Frühling 2000 eine gut besuchte Tagung zur Qualitätssicherung bei Evaluationen durchgeführt wurde (siehe SEVAL-Bulletin Nr. 14), ist die Arbeitsgruppe nun daran, eine Überarbeitung der Standards vorzunehmen. Die revidierte Fassung der Standards wird den Mitgliedern der SEVAL im Frühling 2001 anlässlich der Mitgliederversammlung unterbreitet werden.

Nähere Informationen sind erhältlich bei:

Thomas Widmer, Institut für Politikwissenschaft,

Universität Zürich, Karl Schmid-Str. 4, 8006 Zürich,

Tel. 01 634 38 42, Fax 01 634 49 25,

E-mail: thow@pwi.unizh.ch.

Neuerscheinungen zur Evaluation

zusammengestellt von Thomas Widmer, Dezember 2000

Haering, Albert-Luc (2000):

La qualité de l'action sociale et son évaluation.

Genève: IES éditions. 187 p. ISBN 2-88224-051-1

Der Autor, der am Institut d'études sociales in Genf tätig ist, befasst sich in seiner Publikation mit dem Qualitätsbegriff in der sozialen Arbeit, besonders auch im Hinblick auf die Evaluation dieser Qualität. Dabei wird ein eher praxisnaher Ansatz verfolgt, ohne jedoch auf eine Verankerung in der Literatur zu verzichten. Das Buch steht in der französischen Tradition und verzichtet auf die Berücksichtigung der deutschsprachigen Literatur.

Kushner, Saville (2000): Personalizing Evaluation.

London: Sage. 223 pp.

ISBN 0-7619-6361-8 / ISBN 0-7619-6362-6 (pbk)

Der britische Erziehungswissenschaftler Saville Kushner ist als Professor für angewandte Forschung an der University of West England tätig. Der im Buch vertretene Ansatz steht in der emanzipatorischen Tradition der "democratic evaluation" von Barry MacDonald und sucht durch die stärkere Berücksichtigung von Persönlichkeitsfaktoren eine Integration von partizipativen Ansätzen in die "democratic evaluation".

Mark, Melvin M./Henry, Gary T./Julnes, George (2000):

Evaluation. An Integrated Framework for Understanding, Guiding, and Improving Policies and Programs.

San Francisco: Jossey-Bass. 400 pp. ISBN 0-7879-4802-0

Die Autoren, Professoren an den Staatsuniversitäten von Pennsylvania, Georgia und Utah, sind keine Unbekannten in der amerikanischen "evaluation community". Besonders Melvin Mark hat seit den 70er Jahre verschiedene bedeutende Publikationen im Evaluationsbereich veröffentlicht. Mit diesem aktuellen Buch verfolgen die Autoren die Absicht, dem Leser Evaluation als "assisted sensemaking" näherzubringen, um damit das Ziel der Evaluation, die Verbesserung der Sozialpolitik, zu erreichen. Damit verfolgen sie einen Ansatz, der die Evaluation ganz eindeutig in den Dienst der Sozialpolitik stellt. In diesem lehrbuchartigen Text legen die Autoren ein besonderes Gewicht, auf die Entscheide, welche die Evaluatorin oder Evaluator im Evaluationsprozess zu treffen haben. In diesem Sinne ist dieses Buch auch für den Evaluationspraktiker mit beschränkter Bereitschaft zum Konsum dicker Bücher eine nützliche Lektüre.

Müller-Kohlenberg, Hildegard / Münstermann, Klaus

(Hrsg.) (2000): Qualität von Humandienstleistungen.

Evaluation und Qualitätsmanagement in Sozialer Arbeit und Gesundheitswesen.

Opladen: Leske + Budrich. 312 S. ISBN 3-8100-2916-5

Dieses Buch vereint insgesamt zwanzig Beiträge, die im Rahmen des "Europäischen Kongresses zu Evaluation und Qualitätsmanagement in Sozialer Arbeit und Gesundheitswesen" im Oktober 1999 an der Universität Osnabrück präsentiert wurden. Die Mehrheit der Artikel stammt aus dem deutschen Sprachraum, wobei der Band je einen Beitrag aus England und Holland umfasst. Je etwa ein Drittel der Artikel befassen sich mit Sozialer Arbeit, Gesundheitswesen resp. mit übergreifenden Fragen. Besonders die thematisch ausgerichteten Beiträge sind stark praxisorientiert.

Stockmann, Reinhard (Hrsg.) (2000):

Evaluationsforschung. Grundlagen und ausgewählte

Forschungsfelder. Sozialwissenschaftliche

Evaluationsforschung, Band 1.

Opladen: Leske + Budrich. 414 S. ISBN 3-8100-2656-5

Mit diesem Buch eröffnet der Herausgeber eine neue Publikationsreihe, die deutschsprachige Beiträge zur Evaluationsforschung umfassen soll. Der vorliegende erste Band besteht aus zwei Teilen: Im ersten Teil finden sich Artikel amerikanischer und europäischer Autoren zu Grundfragen der Evaluation, wie Theorie und Methoden der Evaluation, Institutionalisierung von Evaluation, Forschung und Evaluation und Evaluationsqualität. In diesem ersten Teil befassen sich zudem zwei Beiträge mit den Entwicklungen der Evaluation in Europa und Deutschland. Der zweite Teil des Bandes umfasst Beiträge zur Evaluation in verschiedenen Themenfeldern, wie öffentliche Verwaltung, Hochschule, Forschungs- und Innovationspolitik, Arbeitsmarktpolitik, Umweltschutz und Entwicklungszusammenarbeit. Die Beiträge im zweiten Teil stammen aus dem deutschsprachigen Raum.

Redaktionsschluss
der nächsten Ausgabe
des SEVAL Bulletin:
30. Mai 2001

Impressum:
Bulletin de la
Société suisse d'évaluation;
Bulletin der Schweizerischen
Evaluationsgesellschaft

Christine Rothmayr
resop
Université de Genève
Bd. du Pont d'Arve 40
1211 Genève 4
christine.rothmayr@politic.unige.ch
<http://www.seval.ch>